

ACTION URGENTE

INDE. SIX PRISONNIERS RISQUENT D'ÊTRE EXÉCUTÉS SOUS PEU

Quatre hommes et deux femmes risquent d'être exécutés sous peu en Inde, le président ayant rejeté leur recours en grâce. Ces personnes pourraient être exécutées à tout moment.

Surendra Koli a été déclaré coupable et condamné à mort dans cinq affaires concernant l'enlèvement, le viol et le meurtre de plusieurs filles, commis à Nithari (Uttar Pradesh) entre 2005 et 2006. La peine capitale prononcée à son encontre a été confirmée par la Cour suprême en février 2011. D'autres affaires dans lesquelles cet homme est impliqué sont en cours de jugement. Deux femmes, **Renukabei** et **Seema**, ont été déclarées coupables d'avoir enlevé et tué cinq enfants dans l'État du Maharashtra entre 1990 et 1996. Elles ont été condamnées à mort. La Cour suprême a confirmé leurs peines en août 2006. En Inde, il est pourtant rare que des femmes se voient infliger la peine capitale.

Rajendra Wasnik a été déclaré coupable du viol et du meurtre d'une fille au Maharashtra, commis en mars 2007, et condamné à mort. La Cour suprême a confirmé sa peine en février 2012. Le président a également rejeté le recours en grâce de **Jagdish**, déclaré coupable d'avoir tué sa femme et leur cinq enfants en août 2005 et condamné à mort. La Cour suprême a confirmé sa peine en septembre 2009.

Holiram Bordoloi a été condamné à mort pour le meurtre de trois hommes, commis en novembre 1996 dans l'État de l'Assam. Sa peine a été confirmée par la Cour suprême en avril 2005. Son dossier de recours en grâce auprès du président de la République a été, semble-t-il, égaré par les autorités de l'Assam et n'a donc été examiné qu'au bout de neuf ans. En mars 2014, la Commission nationale des droits humains a ordonné aux autorités fédérales de faire rapport sur la situation de ce recours en grâce.

En janvier 2014, la Cour suprême indienne a commué les peines de 15 condamnés à mort au motif que le rejet de leurs recours en grâce auprès du président accusait un retard de cinq à 12 ans. Elle a statué qu'« un retard injustifié, excessif et déraisonnable dans l'exécution de leur peine capitale [s'apparentait] à de la torture ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- invitez les autorités indiennes à ne pas exécuter les six prisonniers cités et à commuer toutes les peines capitales déjà prononcées en peines d'emprisonnement ;
- demandez-leur d'instaurer immédiatement un moratoire officiel sur toutes les exécutions, en vue de l'abolition de la peine capitale ;
- rappelez-leur que la décision de l'Inde de reprendre les exécutions va à l'encontre de la tendance régionale et mondiale en faveur de l'abolition de la peine capitale.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 SEPTEMBRE 2014 À :

Président de la République

Shri Pranab Mukherjee

Rashtrapati Bhavan

New Delhi 110011

Inde

Fax : +91 11 23017290

Formule d'appel : H.E., / Monsieur le Président,

Premier ministre

Mr Narendra Modi

The Prime Minister's Office

South Block, Raisina Hill

New Delhi 110011

Inde

Fax : +91 11 23019545

Formule d'appel : Honourable, / Monsieur le Premier ministre,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

INDE. SIX PRISONNIERS RISQUENT D'ÊTRE EXÉCUTÉS SOUS PEU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dans le système judiciaire indien, un recours en grâce est souvent la dernière possibilité pour les condamnés de voir leur sentence capitale commuée par le pouvoir exécutif, une fois toutes les voies de recours judiciaires épuisées.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, en 2012, le président Pranab Mukherjee a rejeté les recours en grâce d'au moins 26 personnes. En novembre 2012, l'État indien a repris les exécutions après une interruption de plus de huit années. Il a procédé à une seconde exécution en février 2013.

Ces exécutions – celles d'Ajmal Kasab et d'Afzal Guru – se sont déroulées en secret. Dans les deux cas, la population n'a pas été informée de la date de l'exécution. Concernant Afzal Guru, sa famille n'a été informée de l'exécution qu'après que celle-ci a eu lieu. Son corps n'a pas été remis à ses proches, qui souhaitent l'inhumer. Dans sa résolution 2005/59, la Commission des droits de l'homme des Nations unies engageait tous les États maintenant la peine de mort à « rendre publics les renseignements concernant l'application de la peine de mort et toute exécution prévue ».

En janvier 2014, la Cour suprême indienne a établi des directives visant à protéger les droits des condamnés à mort. Selon ces directives, les prisonniers sous le coup d'une condamnation à mort doivent bénéficier d'une aide juridique, être informés par écrit du rejet éventuel de leurs recours en grâce, être soumis à une évaluation régulière de leur état de santé mentale et physique et être autorisés à recevoir la visite de membres de leur famille avant leur exécution, qui doit avoir lieu au moins deux semaines après la notification du rejet de leur recours en grâce.

Amnesty International et l'Union populaire pour les libertés publiques (PUCL) ont examiné les décisions rendues par la Cour suprême en matière de peine capitale. Il en est ressorti que la peine de mort était infligée arbitrairement en Inde et concernait de façon disproportionnée des personnes peu fortunées ou dotées d'une faible influence.

La décision de l'Inde de reprendre les exécutions va à l'encontre de la tendance régionale et mondiale en faveur de l'abolition de la peine capitale : à l'heure actuelle, 140 pays sont abolitionnistes en droit ou dans la pratique. Sur les 41 États que compte la région Asie-Pacifique, 17 ont aboli la peine capitale pour tous les crimes, 10 sont abolitionnistes dans la pratique et un seul – Fidji – recourt à ce châtiment uniquement pour les crimes militaires exceptionnels. Au cours des 10 dernières années, quatre pays de la région ont aboli ce châtiment pour tous les crimes : le Bhoutan et le Samoa en 2004, les Philippines en 2006 et les Îles Cook en 2007. Les organes et les mécanismes des Nations unies ont appelé à plusieurs reprises les États membres à établir un moratoire sur les exécutions en vue d'abolir la peine de mort, notamment lors de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de quatre résolutions à ce sujet, en décembre 2007, 2008, 2010 et 2012. L'Inde a voté contre chacune de ces résolutions.

Amnesty International s'oppose à la peine de mort en toutes circonstances, quelles que soient la nature du crime commis, les caractéristiques de son auteur présumé, y compris sa culpabilité ou son innocence, ou la méthode d'exécution utilisée par l'État, car il s'agit d'une violation du droit à la vie ainsi que du châtiment le plus cruel, le plus inhumain et le plus dégradant qui soit.

Noms : Surendra Koli (h), Renukabei (f), Seema (f), Rajendra Wasnik (h), Jagdish (h), Holiram Bordoloi (h)
Hommes et femmes

AU 193/14, ASA 20/029/2014, 4 août 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

